

Ateliers de démocratisation de l'Europe

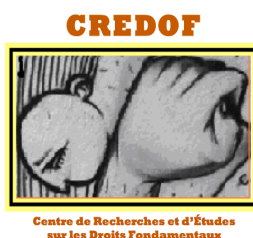
(autour du T-Dem)

Les Ateliers de démocratisation de l'Europe prennent pour point de départ la publication, en mars 2017, du *Projet de traité pour une démocratisation de la zone Euro* (Seuil, 2017). Le T-Dem prenait acte de la consolidation en moins d'une décennie d'un puissant gouvernement de la zone euro né de l'empilement des réponses apportées à la crise financière ouverte en 2008. En pointant l'opacité, le caractère non démocratiquement responsable, la pente structurellement austéritaire et, au final, l'inefficacité de ce gouvernement de la zone euro, il faisait le constat d'une urgence démocratique comparable à l'urgence financière qui avait justifié dans les années 2008-2012 des évolutions institutionnelles aussi majeures que le Mécanisme Européen de Stabilité ou le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG).

Pour faire face au huis-clos sans cesse plus étroit des bureaucraties économiques et financières, nationales et européennes, à l'œuvre notamment dans l'Eurogroupe, mais aussi pour construire un cadre politiquement légitime pour débattre des politiques (de coordination budgétaire, d'harmonisation fiscale, et de convergence sociale) seules à même d'assurer un futur à la zone euro, le T-Dem propose d'insérer au cœur de ce nouveau centre de pouvoir une assemblée parlementaire co-législative et dotée d'importants pouvoirs de contrôle.

Alors que les multiples Rapports, Notes et autres textes martyres en provenance des institutions européennes comme des discussions franco-allemandes n'accordent aujourd'hui à la question démocratique qu'un statut tout à fait secondaire et ne formulent à son sujet que des propositions extrêmement vagues, ces Ateliers souhaitent bien au contraire la placer au cœur d'une refondation politique de l'Union et proposent de travailler très concrètement aux solutions politiques, juridiques et institutionnelles qui peuvent permettre d'en assurer la faisabilité.

L'objectif de ces Ateliers qui se tiendront alternativement à l'Université Paris 1-Sorbonne, à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas et à l'Université Paris Nanterre est donc de susciter un travail de réflexion approfondi et de proposition collective permettant d'évaluer, d'enrichir et d'amender le Projet de traité pour une démocratisation de la zone Euro (T-Dem). Cherchant à dépasser le cloisonnement disciplinaire qui prévaut si souvent dans les réflexions sur la question européenne, les Ateliers s'appuieront sur la connaissance d'économistes, de juristes et de politistes et associeront pour l'occasion des praticiens des institutions européennes. Ils sont donc ouverts à tous et toutes celles et ceux qui souhaitent partager leurs compétences et expériences au service d'une réflexion concrète sur les voies pratiques d'une refondation politique du projet européen.



Renseignements : semtdem@gmail.com

Lundi 2 octobre 2017, 18h-20h, Univ. Paris 1 Sorbonne (salle 1, aile Soufflot, 12 place du Panthéon):

Peut-on (encore) réformer l'Europe ? Sur les conditions de possibilité d'un changement politique

Ouverture : Stéphanie Henneville-Vaucher (Univ. Paris Nanterre), Thomas Piketty (Ehess et Ecole d'économie de Paris), Guillaume Sacriste (Univ. Paris 1), Antoine Vaucher (Cnrs, Univ. Paris 1)

Discussion : Bastien François (Univ. Paris 1), Francesco Martucci (Univ. Paris 2)

Lundi 23 octobre 2017, 17h-19h, Univ. Paris Nanterre (salle 352, bâtiment F) :

Commencer par la zone euro ? Difficultés d'un traité et d'une assemblée propres à la zone euro

Ouverture : Stéphanie Henneville-Vaucher (Univ. Paris Nanterre)

Discussion : Loïc Azoulai (Sciences Po Paris, *tbc*), Sébastien Platon (Univ. de Bordeaux)

Lundi 20 novembre 2017, 17h-19h, Univ. Paris 2 Panthéon-Assas, Institut de droit comparé, Amphithéâtre :

Un budget de la zone euro : comment et pour quoi faire ?

Ouverture : Francesco Martucci (Univ. Paris 2 Panthéon-Assas)

Discussion : Anne Laure Delatte (Cnrs, Cepii) et Franck Wasserman (Univ. Littoral)

Lundi 18 décembre 2017, 17h-19h (lieu à confirmer) :

Comment contrôler le gouvernement de la zone euro ?

Ouverture : Antoine Vaucher (Cnrs, Univ. Paris 1-Sorbonne)

Discussion : Carlos Bowles (syndicaliste Ipsa, Banque centrale européenne) et Younous Omarjee (député Gue, Parlement européen, *tbc*)

Lundi 15 janvier 2018, 17h-19h, Univ. Paris Nanterre (salle 352, bâtiment F) :

Une conditionnalité sociale ?

Ouverture : Myriam Benlolo-Carabot et Stéphanie Henneville-Vaucher (Univ. Paris Nanterre)

Discussion : Luis Jimena Quesada (Univ. de Valence, ancien président du Comité Européen des Droits Sociaux)

Lundi 12 février 2018, 17h-19h, Univ. Paris 1-Sorbonne (lieu à confirmer) :

Un parlementarisme transnational est-il possible ?

Ouverture : Guillaume Sacriste (Univ. Paris 1-Sorbonne, Cessp)

Discussion : Nathalie Brack (Univ. libre de Bruxelles)